

Règle numéro 02-2015	Délai fixé pour le signalement des changements	Page 1 de 2
Approbation initiale : Novembre 2015		Date de révision : 12 Novembre 2024

Autorité Au terme de la *Loi de 2011 sur les services de logement* et de ses règlements, chaque gestionnaire de service doit élaborer des règles locales. Les procédures et les exigences établies dans la règle locale par les gestionnaires de service doivent être mises en œuvre par tous les fournisseurs de logement à Cornwall et dans les comtés de Stormont, Dundas et Glengarry (SDG) régis par la *Loi de 2011 sur les services de logement*.

Objet Cette règle locale vise à définir le délai que doivent respecter les ménages bénéficiant d'un loyer indexé sur le revenu pour signaler les changements afin de continuer à être admissible à percevoir une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Critères d'admissibilité

Tous les changements relatifs au revenu ou à la composition d'un ménage qui reçoit une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu **doivent** être signalés au fournisseur de logements dans les trente (30) jours civils suivant le changement. L'avis doit être étayé de documents présentés dans un délai raisonnable déterminé par le fournisseur de logements.

Règle locale À défaut de fournir les documents requis dans les délais spécifiés, l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu pourrait être retirée au ménage, à la suite d'un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours.

Lorsque le fournisseur de logements effectue un examen du ménage, il doit obtenir, dans les délais qu'il a spécifiés, les renseignements et la documentation exigibles pour lui permettre d'entreprendre l'examen.

Lorsque le ménage ne fournit pas les renseignements requis dans les délais fixés, mais qu'il les envoie ultérieurement, le fournisseur de logements peut, à sa discrétion, recalculer l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu auquel

Règle numéro 02-2015	Délai fixé pour le signalement des changements	Page 2 de 2
Approbation initiale : Novembre 2015		Date de révision : 12 Novembre 2024



le ménage a droit avec effet rétroactif à la date à laquelle les renseignements auraient dû être fournis.

Lorsque le ménage ne fournit pas les renseignements requis dans les délais fixés, le fournisseur de logements donnera un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours au ménage pour lui signifier qu'il n'est plus admissible à recevoir l'aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Loi de 2011 sur les services de logement, article 45, article 52

Références

Règl. de l'Ont. 367/11, article 28, article 29

Exigences de vérification locales		
Rempli par	Scott Bulloch Superviseur de programme de logement-par interim Signature 	Date: 12 Novembre 2024
Approuvé par	Margaret Durocher Gestionnaire par interim, Services de logement Signature 	Date: 12 Novembre 2024

Rule # 02-2015	Time Period for Reporting Changes	Page 1 of 2
Originally Approved: November 2015		Revision Date: November 12, 2024

Authority

Under the authority of the *Housing Services Act, 2011 (HSA)* and its Regulations, each Service Manager is required to develop Local Rules. The Service Manager procedures and requirements in the Local Rule are to be implemented by all Housing Providers in Cornwall and Stormont, Dundas and Glengarry (SDG) operating under the *Housing Services Act, 2011*.

Intent

The intent of this Local Rule is to identify the time frame within which RGI households must report changes in order to continue to be eligible to receive RGI assistance.

Eligibility Criteria:

All changes in household income or composition for a household receiving RGI assistance **must** be reported to the Housing Provider within thirty (30) calendar days of the change. This notification must be followed up with documentation within a reasonable time period, as determined by the Housing Provider.

Local Rule

Failure to provide required documentation within the specified time period may result in a household having their RGI assistance removed, following the issue of a ninety (90) day notice.

Where a Housing Provider is conducting a household review, information and documentation requested to enable the Provider to undertake a review, must be provided in the time period specified by the Housing Provider.



Where a household has not provided the required information within the required time frame, but subsequently provides the information, the Housing Provider has the discretion to retroactively recalculate the household's RGI assistance to the time when the information should have been provided.

Rule # 02-2015	Time Period for Reporting Changes	Page 2 of 2
Originally Approved: November 2015		Revision Date: November 12, 2024

Where a household does not provide the required information within the required time frame, the Housing Provider shall give a ninety (90) day notice that the household ceases to be eligible to continue receiving RGI assistance.

Housing Services Act, 2011, section 45, section 52

References *O. Reg. 367/11, section 28, section 29*

Local Audit Requirements		
Completed by:	Scott Bulloch Interim Housing Programs Supervisor <div style="text-align: right; margin-top: 10px;">  Signature </div>	Date: November 12, 2024
Approved by:	Margaret Durocher Interim Manager, Housing Services <div style="text-align: right; margin-top: 10px;">  Signature </div>	Date: November 12, 2024